

11 établissements bloqués : la DISP de Toulouse a répondu présente !

Le 28 avril 2026

La journée du 27 avril 2026 a envoyé un signal fort, clair et sans ambiguïté : les personnels de l'administration pénitentiaire tout corps et grades n'en peuvent plus.

Sur la direction interrégionale de Toulouse, **11 établissements** ont été bloqués, avec de très nombreux personnels présents devant les portes. Dans un contexte de sous-effectif chronique, de surpopulation carcérale, d'épuisement des agents et de dégradation continue des conditions de travail, cette mobilisation constitue un avertissement majeur adressé à l'administration.

L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse tient à remercier sincèrement l'ensemble des personnels mobilisés hier. Nous saluons leur détermination, leur courage et leur lucidité. Nous remercions également nos militants, nos secrétaires locaux et leurs bureaux, en première ligne sur les établissements pour faire vivre ce mouvement.

Nous tenons aussi à souligner que, sur plusieurs établissements, des personnels et militants de la **CGT** et du **SPS** étaient présents aux côtés de l'UFAP UNSa Justice. Lorsque les personnels se rassemblent au pied des établissements, les postures tombent et la réalité du terrain reprend le dessus.

À l'inverse, cette journée a aussi montré jusqu'où certains sont prêts à aller pour freiner la mobilisation. Pendant que des personnels se tenaient devant les portes pour défendre leur quotidien et leurs conditions de travail, d'autres ont préféré multiplier les messages de renoncement, expliquer qu'il ne fallait pas bloquer, annoncer que le mouvement ne servirait à rien, faire circuler la peur des sanctions, ou tenter de détourner les agents par des manœuvres de couloir et des opérations de diversion.

Chacun appréciera, mais une chose est certaine,

quand certains passent plus de temps à tenter d'empêcher un mouvement qu'à défendre les personnels, ils rendent un fier service à l'administration. Et quand une organisation se comporte davantage comme un syndicat d'accompagnement que comme un syndicat de combat, elle finit inévitablement par se couper de la colère réelle du terrain.

Le 27 avril, sur la DISP de Toulouse, les personnels ont démontré qu'ils n'étaient ni dupes, ni résignés.

Cette mobilisation n'est pas une fin en soi. Elle est le début d'un rapport de force. Le communiqué national l'a rappelé : un rendez-vous est fixé ce mercredi 29 avril avec le cabinet autour de revendications claires et légitimes :

- Un **plan de résorption des emplois vacants** ;
- Des **solutions d'urgence pour réduire drastiquement la surpopulation pénale** ;
- La fin de **l'isolement du surveillant**, notamment par la mise en place d'**équipes mobiles**, une révision des journées de détention et leur adaptation aux effectifs réellement disponibles.

La mobilisation d'hier est plus que légitime et unanime. 11 établissements bloqués sur notre DI, ce n'est pas anecdotique. C'est le signe d'une colère profonde, d'une exaspération collective et d'une volonté de ne plus subir en silence.

L'administration est désormais prévenue. Les personnels ont parlé. Et ils n'ont pas fini de se faire entendre

Les Secrétaires Généraux
UFAP UNSa Justice UR de Toulouse